



*Message intersyndical aux agents de l'INRA du 9 décembre 2008*

**Contre la création du consortium-EPCS**  
**Pour l'ouverture de négociations sur l'avenir de la recherche**

A ce jour plus de 2.000 agents de toutes catégories et de tous les centres INRA ont signé la [pétition intersyndicale](#) contre la création du consortium INRA-CIRAD-Grandes Ecoles sous forme d'un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS). Cette mobilisation est révélatrice de l'inquiétude montante de la majorité des personnels face aux mesures de restructuration de la recherche publique annoncées tous les jours dans un contexte général de crise financière et de suppressions d'emplois.

Dans son dernier message envoyé aux agents, la Direction Générale fustige les représentants syndicaux, représentant plus de 80% des personnels aux dernières élections professionnelles. Selon elle, ils joueraient une logique « *d'affrontement* » et se désintéresseraient de fait de l'avenir de l'Institut et de ses personnels, en pratiquant une « *politique de la chaise vide* » alors que la Direction Générale « *réunit les conseils scientifiques de centre et de départements* » et organise, via ses présidents de centre, des assemblées de centre pour « *instaurer un échange en direct avec les agents* ».

En évoquant uniquement les conseils scientifiques, la Direction Générale fait peu de cas des agents de catégories B et C de l'INRA. De plus, pour elle, ces conseils n'auraient vocation qu'à... « *recueillir des premières propositions concrètes pour des actions, des chantiers et des projets à conduire et auxquels ce cadre apporterait une réelle valeur ajoutée* » (source : Intercom 168).

Lors de ces assemblées, il est manifeste que le projet de la Direction Générale, validé par les tutelles gouvernementales, ne suscite ni l'enthousiasme ni le soutien des personnels. En revanche, nombreuses sont les voix qui s'élèvent contre le consortium en l'état (Cf. le nombre de signatures à la pétition).

Certes, la Direction se targue d'un avis majoritairement positif du Conseil Scientifique National, mais ce conseil n'est représentatif que d'une partie des personnels de l'INRA (catégories A), et n'est pas non plus une structure paritaire où les organisations syndicales ont le droit de vote.

De plus, cet avis concerne le principe d'UN consortium (et non pas du projet de consortium de la Direction), et il est assorti de nombreuses recommandations.

« *Amalgame* », « *contre-vérités destinées à susciter l'inquiétude* » affirme la Direction Générale. L'inquiétude est bien là mais découle de la frénésie des mesures

gouvernementales imposées visant la restructuration de l'ensemble de la Recherche Publique, du CNRS à l'INSERM, au CEMAGREF, ... et à l'INRA, Consortium compris.

Ainsi, le [rapport](#) rendu public cette semaine du "*groupe de travail ministériel de réflexion sur les Sciences du vivant*", et auquel participe la Direction Générale de l'INRA, recommande "*la création d'un Institut unique des Sciences du Vivant qui regrouperait l'ensemble du potentiel en Sciences du Vivant, y compris la recherche la moins finalisée de l'INRA (...) et qui serait le seul à être qualifié de "national"...*

Pour les rédacteurs de ce rapport, la recherche la moins finalisée est celle destinée à acquérir des connaissances nouvelles. **Cela signifie clairement que le gouvernement projette une scission de l'INRA** en :

- un ensemble d'équipes conduisant des recherches pour l'acquisition des connaissances et devant rejoindre cet Institut des Sciences du Vivant, mais aussi l'Institut des Sciences et Technologie de l'Information et celui chargé des Sciences Humaines et Sociales, et
- un ensemble d'équipes conduisant des recherches et des travaux pour l'application, le développement et la valorisation des connaissances acquises, et devant rejoindre le Consortium – EPCS

**A qui peut-on désormais faire croire que le consortium-EPCS pourrait être un rempart contre la dislocation de l'INRA alors qu'il en est une des facettes ?**

Nous réaffirmons que ce processus ne peut aboutir qu'à scinder ou au mieux noyer l'Institut alors que c'est son unité entre aspects finalisés et aspects plus fondamentaux qui en fait la richesse.

Enfin prétendre que ce projet « ne peut être assimilé dans sa logique et son contenu aux réformes en cours au CNRS ou à l'INSERM » prêterait à sourire si la situation n'était pas si préoccupante. Au travers de cette affirmation, la Direction Générale ironise sur la capacité d'analyse de la situation des organisations syndicales. Ce qui explique sans doute son aversion pour le dialogue social.

**Les organisations syndicales appellent les personnels à renforcer encore leur pression sur la Direction Générale et les Ministères pour qu'ils mettent un terme à ce projet néfaste pour la recherche publique et ses personnels.**

Elles ont sollicité une rencontre au plus vite avec les Ministres de tutelle puisque le dialogue ne peut avoir de sens qu'à ce niveau aujourd'hui.

**C'est notre avenir à tous qui est en jeu !**

**[Continuons de signer la pétition intersyndicale contre le Consortium-EPCS](#)**

**Faisons prendre position en ce sens aux Conseils de Centres et de Départements**